

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/10  
10 septembre 2003

(03-4727)

---

**CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE**  
**Cinquième session**  
**Cancún, 10 - 14 septembre 2003**

## **ALLOCUTION DE M. SUPACHAI PANITCHPAKDI** **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Je voudrais tout d'abord rendre hommage au gouvernement et au peuple mexicains qui accueillent la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC. Je vous remercie, Monsieur le Président, Monsieur le Ministre Derbez, ainsi que tous ceux qui ont contribué aux préparatifs et à cette excellente organisation. Accueillir une conférence ministérielle est sans aucun doute une lourde entreprise et je vous remercie non seulement pour votre générosité mais aussi, si je puis le dire, pour votre courage!

Il y a près de deux ans, nous nous sommes lancés dans cette vaste entreprise appelée Programme de Doha pour le développement. Nous avons réalisé des progrès – des progrès significatifs dans certains domaines. Nous avons aussi, inévitablement, eu notre part de difficultés. Mais il ne fait pour moi pas de doute qu'avec une détermination et une énergie renouvelées, nous pouvons obtenir en temps voulu des résultats concernant le Programme de Doha pour le développement. Il y a tout juste deux semaines, nous avons conclu un accord historique et de grande portée au sujet des ADPIC et de la santé publique. C'est la preuve que le système de l'OMC fonctionne et peut donner des résultats importants sur des questions cruciales qui présentent un intérêt particulier pour les pays en développement. La confiance et la vigueur accrues que nous avons tous retirées de cet accord doivent maintenant être mobilisées pour les défis qu'il nous faut relever dans les négociations.

Nous ne sommes pas réunis ici à Cancún pour achever le Programme de Doha pour le développement. Mais nous devons partir dans quelques jours en ayant créé le climat et les conditions dans lesquels les négociations pourront s'achever positivement d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2005. Il faut pour cela que les Ministres prennent des décisions politiques clés et donnent le type d'orientations qui nous feront avancer. Nous devons tirer les enseignements du passé et nous rendre compte que nous ne pouvons continuer à repousser les décisions, même si elles sont parfois difficiles. Il vient un moment où la rhétorique doit être appuyée par l'action.

Cette conférence n'est pas importante seulement pour l'OMC et le commerce international. Nous devrions considérer le Programme de travail de Doha dans son contexte plus large. Les Objectifs de développement de l'ONU pour le Millénaire visent à réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté et qui souffrent de la faim. Nous pouvons apporter une contribution importante à la réalisation de ces objectifs vitaux en éliminant les entraves au commerce mondial. Il y a quelques jours, le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, a dit que les décisions qui seraient prises ici par les Ministres pourraient véritablement changer la vie de millions de personnes dans les pays pauvres.

Un accès aux marchés grandement amélioré, par exemple, pourrait aider les pays en développement à accroître leurs exportations de nombreux milliards de dollars par an. Les gains tirés de l'élimination des obstacles au commerce aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement seront très substantiels – maintes fois supérieurs au montant de l'aide étrangère au

développement jugé nécessaire pour atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire. Les pays développés bénéficieront eux aussi de manière importante d'une plus grande liberté des échanges et d'un renforcement des règles commerciales multilatérales. Le commerce, après tout, n'est pas un jeu à somme nulle. Le choix est clair. L'aide est sans aucun doute nécessaire, mais c'est le commerce qui sera à l'origine de résultats déterminants pour le développement durable.

Nous devons en même temps prêter attention à la situation difficile des pays moins privilégiés. Ces pays ont besoin de temps et d'assistance pour ajuster leurs économies et leurs régimes commerciaux au processus visant à une plus grande intégration économique au niveau multilatéral. À mesure que les négociations avancent, nous devons travailler en étroite collaboration avec les Ministres des finances et du développement, ainsi qu'avec les institutions de Bretton Woods, pour veiller à mettre en place un ensemble de mesures de soutien généreuses et de grande portée en faveur de ces pays qui leur permettront d'exploiter pleinement les avantages de leur participation au système commercial multilatéral. Les derniers contacts que j'ai eus avec le FMI et la Banque mondiale à cet égard m'ont paru très encourageants.

Ce cycle de négociations porte sur le développement et nous n'atteindrons l'objectif du commerce et du développement que si tous en tirent des bénéfices. Le cycle de négociations porte en lui les espoirs et les attentes de millions de personnes dans le monde qui aspirent à un avenir meilleur. Nous ne devons pas les décevoir.

Il nous faut aussi évoquer la situation de l'économie mondiale. En 2001, pour la première fois en 20 ans, le volume des échanges a diminué de 1 pour cent. L'année dernière, les flux commerciaux ont augmenté de 2,5 pour cent, mais cette augmentation était encore très inférieure à l'expansion moyenne du commerce enregistrée dans les années 90, soit environ 6,5 pour cent par an. Les perspectives de l'économie mondiale restent incertaines et, même s'il y a eu récemment certains signes encourageants, nous ne sommes pas encore vraiment engagés sur la voie du redressement durable. Si cette conférence envoie un message fort indiquant que les Ministres sont déterminés à promouvoir la croissance par le commerce, cela redonnera un sentiment de confiance des plus nécessaires.

Ici, à Cancún, nous devons faire un choix: soit nous continuons à renforcer le système commercial multilatéral et l'économie mondiale, soit nous flanchons et aggravons encore l'incertitude ambiante. Tous les regards sont braqués sur cette conférence et nous serons jugés sur le choix que nous ferons. Il n'y a qu'une réponse possible: nous devons opter pour la première solution. Et nous devons le faire non seulement parce que nous nous sommes engagés à respecter une échéance, mais aussi parce que sans cela, les populations de nos pays verraient leurs chances d'améliorer leurs conditions de vie s'éloigner. Nous ne pourrions l'accepter et elles, encore moins.

Nous ne devons cependant pas nous faire d'illusion. Concilier les intérêts de 146 Membres et d'autres participants est forcément un exercice délicat et complexe. Dans les prochains jours, les heures seront longues et le travail ardu. Le défi est de taille mais il n'est pas insurmontable. Grâce au travail acharné et à l'engagement constructif de vos Ambassadeurs à Genève, les négociations ont avancé. Nous n'avons pas résolu tous les problèmes. De fait, nous savons tous que des divergences subsistent dans plusieurs domaines. Néanmoins, le processus de Genève a mis davantage en lumière les décisions et orientations que les Ministres se sont engagés à prendre dans le cadre du mandat de Doha.

Si la Conférence ministérielle de Cancún doit contribuer à instaurer un climat propice à l'aboutissement de ce cycle de négociations dans les délais voulus, elle doit arriver à un résultat équilibré. Ces prochains jours, vous continuerez bien entendu de défendre vos intérêts nationaux tels que vous les percevez. C'est ce pour quoi vous êtes ici. Toutefois, je vous demanderai de ne pas oublier non plus que, pour répondre à vos intérêts, il est indispensable que nous obtenions un résultat qui puisse offrir quelque chose à tous.

Étant donné la grande diversité des intérêts qui sont représentés ici, ainsi que la nécessité de faire des progrès sur tous les fronts, tous les participants devraient être prêts à travailler en faisant preuve de flexibilité et de compréhension. Les progrès que nous réaliserons dans les jours à venir dépendront de la volonté de chaque Ministre ici présent d'ouvrir la voie en engageant un processus d'échange de concessions mutuelles. Pour arriver à l'ensemble de résultats dont nous avons besoin, et promouvoir les intérêts nationaux, il faut que nous fassions tous des compromis pour répondre à l'intérêt commun qui est de faire avancer véritablement le Programme de Doha pour le développement.

N'oublions pas non plus que nous avons tous le même intérêt vital, qui est de renforcer le système commercial multilatéral fondé sur des règles. Dans un monde de plus en plus intégré, l'OMC reste la seule enceinte pour l'élaboration des règles régissant le commerce mondial et la libéralisation de ce dernier.

À l'avenir, lorsque le monde repensera à la Conférence ministérielle de Cancún, j'espère qu'il n'y verra pas une étape de plus sur la longue route des négociations commerciales, mais le lieu et l'instant où nous nous sommes rassemblés et avons concrétisé et mis à profit l'esprit d'unité qui a donné au lancement du Programme de Doha pour le développement une dimension aussi historique.

---